

**Arrêté n° 2025-B-16326**

**Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale relatif à l'aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois, déclinée de l'intervention 78.01 du Plan Stratégique National français en Bourgogne-Franche-Comté.**

**La Présidente de la Région Bourgogne Franche-Comté,**

- Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- Vu le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la Commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les

graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;

- Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 *portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles FEAGA et Feader et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune*;
- Vu les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne et le régime d'aide SA.107473 relatif aux aides dans le secteur forestier en lien avec le plan stratégique national de la PAC pour la période 2023-2027 ;
- Vu le Plan Stratégique National pour la France adopté par la Commission européenne en date du 31 août 2022, modifié ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, telle que citée dans l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;
- Vu le décret n° 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023 ;

- Vu le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;
- Vu la délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 21 octobre 2022 et le courrier du 25 novembre 2022 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2023-2027 ;
- Vu la délibération 21AP89 de l'Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté en date du 2 juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à la Présidente du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens ;
- Vu la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du Feader HSI GC régionalisées du plan stratégique national signée le 16 décembre 2022 ;
- Vu la consultation du 21 mars 2023 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté validant les critères de sélection de la fiche formation 78.01 ;
- Vu la consultation du 14 avril au 6 mai 2025 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté validant la fiche formation 78.01 ;
- Vu l'arrêté n° 2024-S-11182 portant délégation de signature à Monsieur Olivier RITZ, directeur général adjoint du pôle Stratégie.

**Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,**

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objectifs généraux de l'intervention**

L'intervention décrite dans le présent arrêté est une déclinaison régionale de l'intervention 78.01 « Accès à la formation, au conseil ; action de diffusion et échange de connaissances et d'information » du Plan Stratégique National de la politique agricole commune couvrant la période 2023-2027.

Le type d'intervention régional 78.01 intitulé « Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois » vise à permettre aux acteurs de l'agriculture et de la filière forêt-bois d'actualiser et d'acquérir des connaissances et des compétences favorisant leur évolution

professionnelle, la résilience des structures et l'adaptation aux changements climatiques.

Ces actions doivent permettre :

- un développement des compétences techniques et économiques des actifs des secteurs agricole et sylvicole pour faire face aux évolutions et améliorer l'appropriation des innovations les concernant, notamment en matière de qualité et de valeur ajoutée des produits,
- un transfert et une mise à jour des savoirs des actifs des secteurs concernés par les enjeux liés à la durabilité des ressources naturelles et à la transition énergétique, plus globalement la préservation du climat,
- une progression de l'activité vers des systèmes de production à triple performance (économique, environnementale et sociale) incluant des mesures agro-environnementales.

Les actions de formation visent à répondre aux besoins ci-après :

- favoriser le progrès scientifique et technique pour une agriculture et une foresterie résiliente,
- encourager la diffusion de connaissances et les bonnes pratiques,
- faire évoluer les outils de travail et la conduite des structures pour répondre aux nouveaux enjeux environnementaux et sociétaux.

Le but est de répondre aux besoins de formation des actifs sur les sujets qui permettent à tous les professionnels du secteur agricole et de la filière forêt-bois d'améliorer leur compétitivité, leur capacité d'adaptation aux évolutions socio-économiques et environnementales, de favoriser des modes de gestion, de production et de commercialisation.

## **Article 2 : Objectif de l'arrêté**

Le présent arrêté définit le cadre général de mise en œuvre du dispositif régional d'aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois. **Ce dispositif fait l'objet d'un appel à projets pour des dossiers pluriannuels au titre des années civiles 2026-2027.** Cet arrêté précise les conditions d'éligibilité des porteurs, des actions et du programme de formation établis à compter de la date de début d'éligibilité des dépenses jusqu'au 31 décembre 2027, du public cible, des dépenses éligibles, et les conditions d'octroi de l'aide. Il explicite par ailleurs, la méthode de calcul du montant des aides, les critères de sélection des dossiers ainsi que le circuit de gestion.

## **Article 3 : Description du type d'intervention**

### **A. Bénéficiaires de l'aide**

Les bénéficiaires éligibles sont les prestataires de formation :

- les organismes de formation professionnelle continue publics ou privés, déclarés auprès du ministère en charge de la formation professionnelle (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, DREETS), conformément à la réglementation française.
- les organismes collecteurs, paritaires ou non paritaires, agréés par l'état pour la gestion des fonds d'assurance formation (Opérateur de compétences, OPCO/ Fonds d'assurance Formation, FAF).

#### Critères d'éligibilité du bénéficiaire:

Les bénéficiaires publics ou privés dont la majorité des ressources proviennent de fonds publics doivent respecter la réglementation relative aux marchés publics.

Les organismes de formation doivent être certifiés QUALIOPi pour les activités "actions de formation" et doivent le justifier.

Lorsque le bénéficiaire est un organisme de Formation (OF), il devra enregistrer l'identité et les coordonnées des stagiaires, leur résidence administrative, ainsi que la présence avec l'émargement par demi-journée de stage et /ou certificat de réalisation (dans le cadre de formation en e-learning par exemple).

le prestataire devra s'assurer de l'éligibilité du public cible destinataire de l'action de formation, identifier de façon certaine leur secteur d'activité (secteur agricole : production primaire de l'annexe 1 du TFUE, secteur forestier : régime d'aide SA 107473) et fournir la preuve sous toute forme probante de cette éligibilité et de la participation du public cible à l'action.

#### Critères spécifiques d'éligibilité s'appliquant aux OPCO/FAF :

L'agrément par l'Etat d'un OPCO/FAF est obligatoire.

Les OPCO/FAF doivent mettre en évidence la qualification appropriée des personnes en charge de la conception, du suivi et de l'évaluation du/des programme/s de formation proposés. Les personnes doivent justifier au minimum, d'un niveau III de formation ou de trois ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'ingénierie de formation.

En outre, l'OPCO/FAF apporte la preuve que ces personnes maintiennent et développent leurs compétences et connaissances à travers le plan de formation interne des personnels et/ou via la liste des formations continues suivies dans les trois dernières années (formation technique, stage d'observation/d'immersion, participation à des séminaires/colloques ou ateliers de travail, travaux de recherche, formation à distance, etc. peuvent être considérés comme relevant de la formation continue).

A cet effet, les OPCO/FAF compléteront l'annexe « qualification de l'organisme ».

Par ailleurs, l'OPCO/FAF sera chargé de la sélection des organismes de formation mobilisés pour mettre en œuvre les actions de formations prévues au programme de formation. L'ordonnance n°2005-649, la loi n° 2009/1437 et la loi n° 2014-288 imposent aux OPCO/FAF le recours aux procédures d'appels d'offres pour la sélection des organismes de formation. En particulier, comme tous les acheteurs publics, les OPCO/FAF doivent s'assurer de la capacité des organismes de formation à dispenser une formation de qualité. Pour ce faire, ils demanderont aux organismes de formation (OF) qu'ils sélectionnent, d'être a minima, certifiés QUALIOPi.

Les certifications QUALIOPI des organismes de formation retenus devront être mis à disposition du service instructeur et de l'autorité de gestion par tout moyen probant, au plus tard à la demande de paiement.

En outre, lorsqu'ils sélectionnent des organismes de formation intervenant sur des programmes de formation retenus par l'autorité de gestion, les OPCO/FAF doivent inscrire de manière transparente, dans les appels d'offres qu'ils organisent, la thématique d'action retenue, l'ensemble des conditions d'éligibilité définies dans cette présente mesure, ainsi que le public ciblé par les actions de formation.

Les OPCO/FAF demanderont, par ailleurs, aux OF, dans le cadre de ces appels d'offres, qu'ils enregistrent l'identité et les coordonnées des stagiaires, leur résidence administrative, ainsi que la présence des stagiaires avec la production d'une feuille d'émargement par demi-journée de stage et /ou la production du (des) certificat(s) de réalisation (dans le cadre de formation en e-learning par exemple). Ces justificatifs devront être tenus à disposition du service instructeur, de l'autorité de gestion et lors de tout contrôle.

Les OPCO/FAF doivent s'assurer de l'éligibilité du public cible, les justificatifs seront tenus à disposition du service instructeur, de l'autorité de gestion et lors de tout contrôle.

La production d'états certifiés adéquats permettant de justifier de l'éligibilité du public cible et de la réalisation des sessions de formation (les fiches d'émargement étant conservées par les organismes de formation) sont admis.

## **B. Conditions d'éligibilité générales**

Le dispositif soutient la mise en œuvre d'un programme de formation pluriannuel établi pour deux ans comportant une ou plusieurs actions de formation et dont les sessions de formation seront réalisées au cours des années civiles 2026-2027.

### **Actions éligibles :**

Sont éligibles, les actions de formations et d'acquisition de connaissances (composées de sessions de formations qui seront réalisées au cours des deux **années civiles 2026-2027**) qui permettent aux publics cibles de faire évoluer leurs pratiques dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois sur les **thématiques et sous thématiques** suivantes :

1. Accompagner les structures à la résilience et l'adaptation aux changements climatiques, aux transitions écologiques, énergétiques et sociétales

- Favoriser une approche globale de l'exploitation agricole pour identifier tous les leviers d'actions possibles et anticiper les impacts des aléas climatiques
- Pouvoir communiquer positivement, argumenter et expliquer ses pratiques agricoles en adaptant son message au média support et/ou au public
- Former des propriétaires et/ou gestionnaires sur le rôle multifonctionnel des forêts et la nécessité d'un développement partenarial

- Former des communes propriétaires de forêt (élus et animateurs de territoires) à l'importance des décisions de gestion qui favorisent l'impact sur le changement climatique (les effets de stockage et séquestration carbone), sur la commercialisation des bois et sur le développement économique ainsi que sur les outils existants pour la gestion du foncier (le développement de bourses foncières pour lutter contre le morcellement de la propriété forestière)

## 2. Créer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles et accompagner les pratiques de transition alimentaire

- Développer la valeur ajoutée par une production adaptée au marché
- S'engager dans une démarche de progrès et/ou de certification
- Optimiser ou développer de nouveaux circuits de commercialisation
- Développer seul ou à plusieurs et/ou avec des partenaires territoriaux de nouvelles activités ou productions
- Conforter les organisations collectives de producteurs

## 3. Mettre en place des itinéraires techniques favorisant la préservation des ressources, des sols, diminuant l'empreinte carbone (ex : réduction des intrants en agriculture, gestion de la ressource en eau, mise en place d'équipements type cloisonnement sylvicole...)

- Mettre en place des itinéraires techniques novateurs et des pratiques de production multi-performantes (AB, biodynamie, agriculture de conservation, stratégies alternatives de lutte contre les ravageurs, agriculture de précision, utilisant les nouvelles technologies, TCS et semis directs, agroforesterie...)
- Mettre en œuvre des systèmes de production économes, respectant les écosystèmes, basés sur l'optimisation des processus biologiques
- Mettre en place des pratiques agricoles préservant les facteurs naturels de production que sont le sol, les plantes et l'eau et basées sur des connaissances en agronomie
- Former des propriétaires forestiers aux enjeux liés à l'eau, les sols, la biodiversité et au rôle de la forêt

## 4. Renforcer les pratiques en conduite des élevages permettant une maîtrise des risques sanitaires et le bien-être animal (plan de biosécurité au sein des élevages...)

- Conduire des élevages avec de bonnes pratiques environnementales, plus d'autonomie alimentaire en prenant en compte le bien-être et la santé animale en privilégiant les techniques alternatives de soin aux animaux
- Prévenir les pathologies et s'assurer du bien-être de l'animal
- Soigner les animaux par des médecines alternatives (homéopathie, ostéopathie, phytothérapie, médecine manuelle...)
- Produire du fourrage de qualité et/ou agir sur la ration alimentaire pour une meilleure santé du troupeau

## 5. Accompagner les structures dans le pilotage, la stratégie d'entreprise qui influe sur l'impact économique des structures et améliore la gestion de l'entreprise

- Former les porteurs de projets dans le montage des dossiers pour optimiser la mobilisation des financements disponibles (support administratif notamment) et/ou accompagner les entreprises dans leurs projets d'investissement à travers les divers outils financiers existants
- Former les acteurs pour qu'ils puissent répondre aux marchés publics en vue de développer des circuits courts (agriculteurs et entreprises forestières) et/ou rédiger les marchés pour des communes maître d'ouvrage d'opérations
- Elaborer une stratégie pour l'exploitation et maîtriser les outils et mécanismes de gestion afin d'assurer la rentabilité de l'exploitation, sa pérennité et un revenu aux exploitants
- Développer de la valeur ajoutée par la recherche de gains de productivité, la mise en place de nouveaux ateliers ou des actions de diversification

6. Accompagner les cédants agricoles dans la transmission de leur exploitation ou de leur entreprise

- Anticiper et être proactif dans la transmission de son exploitation afin de réussir sa succession

La durée minimale d'une session de formation est de 6h pouvant être effectuée selon différentes modalités de temps et de lieu. La durée maximale d'une session de formation est de 240h.

La formation e-learning est éligible selon la réglementation en vigueur.

Les sessions de formation doivent être gratuites pour les stagiaires et se réalisent sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté.

Les prestataires complèteront **obligatoirement** l'annexe « Programme de formation – Actions » et une annexe « fiche action » par action de formation présentée dans le programme.

### **Ne sont pas éligibles :**

Les sessions de formation ou d'acquisition de connaissances suivantes sont inéligibles :

- Le conseil individuel et les formations de conseillers agricoles chargés de conseil individuel,
- Les cours de formation ou d'enseignement qui font partie des programmes d'éducation ou des systèmes de niveaux secondaires ou supérieurs d'enseignement agricole et forestier,
- Les formations qualifiantes : reconnaissance d'un diplôme, d'une certification inscrite au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP), ou d'un Certificat de qualification professionnelle (CQP).

### **Programmes éligibles :**

Le montant éligible du programme de formation ne devra pas dépasser un coût moyen de 40€ par heure-stagiaire.



Il sera notamment vérifié, à la demande d'aide et à la demande de paiement :

- que toutes les dépenses présentées sont éligibles, dûment justifiées, et revêtent un coût raisonnable (voir notice téléchargeable sur la plateforme Euro-PAC (<https://europac.bourgognefranche-comte.fr> et sur le site [www.europe-bfc.eu](http://www.europe-bfc.eu)),
- que chaque action de formation du programme de formation est éligible, dûment justifiée et s'inscrit dans les thématiques et sous-thématiques de la fiche se rapportant au type d'intervention régional 78.01 du PSN en Bourgogne-Franche-Comté.
- que le coût moyen du programme de formation (toutes dépenses éligibles et toutes actions éligibles du programme de formation) ne dépasse pas 40€ par heure-stagiaire.

**Si le coût moyen de 40€ par heure stagiaire est dépassé, le programme complet de formation est inéligible.**

Cas général :

### **Heures-stagiaire éligibles :**

Lors des demandes de paiement, les heures-stagiaires prises en compte pour déterminer le montant éligible du programme de formation et pour procéder au paiement de la subvention FEADER, si une telle subvention est octroyée, ainsi que pour vérifier que le coût moyen en € par heure stagiaire ne dépasse pas 40€, seront les heures de présence effectives des stagiaires éligibles (qualité/statut, résidence), avec, a minima, une présence effective de 6 heures par stagiaire pour la formation concernée.

En conséquence, les dépenses éligibles et retenues lors de la demande de paiement concerneront seuls les stagiaires éligibles (qualité/statut, résidence) et dont les heures de présence effectives seront a minima de 6 heures.

### **Public cible**

**Le public cible** est constitué de professionnels des secteurs agricole et de la filière forêt-bois :

- les exploitants agricoles, conjoints d'exploitants travaillant sur l'exploitation et aides familiaux,
- les salariés agricoles et forestiers,
- les sylviculteurs,
- les entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers,
- les chefs d'entreprise, les salariés des coopératives agricoles (hors domaine agro-alimentaire) et forestières répondant à la définition communautaire des petites et moyennes entreprises (PME). Les PME doivent être situées en zone rurale<sup>1</sup>,

---

<sup>1</sup> Les PME dont le siège est situé dans les villes d'Auxerre, de Beaune, Belfort, Besançon, Chalon-sur-Saône, Dijon, Dole, Le Creusot, Lons-le-Saunier, Mâcon, Montbéliard, Montceau-Les-Mines, Nevers, Pontarlier, et Sens, ne sont pas éligibles.

- les propriétaires et gestionnaires des forêts, notamment les experts forestiers, les représentants et les ayants droits des propriétaires forestiers dès lors qu'ils contribuent à la gestion forestière,
- les élus de communes forestières, membres des commissions communales en charge des forêts, agents des communes et des communautés de communes ayant en charge la gestion des forêts.

Le public cible est résident de Bourgogne-Franche-Comté. Les mêmes règles s'appliquent en cas de formation en « e-learning ».

Les professionnels du secteur agricole sont ceux rattachés à la production primaire définie par l'annexe 1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les professionnels de la filière bois sont ceux rattachés au régime d'aide SA 107473.

Lorsque les prestataires sont des **organismes de formation**, ils devront pouvoir justifier, lors de la demande de paiement, de l'éligibilité des stagiaires et du suivi de la formation et s'engageront a minima :

- à recueillir et enregistrer l'identité et les coordonnées des stagiaires, leur résidence administrative, leur secteur d'activité et leur qualité/statut professionnel (cf : Public cible : liste, citée ci-avant, des professionnels des secteurs agricole et de la filière forêt-bois),
- à enregistrer la présence des stagiaires avec nom et prénom et avec émargement par demi-journée de stage de formation en prenant soin, par ailleurs, de mentionner, a minima, le titre de la formation, la date d'émargement, le nom de l'organisme, le lieu de formation, la date de début et de fin de formation, et/ou, à établir un certificat de réalisation dans le cadre des formations réalisées en e-learning,

Lorsque les prestataires sont des **OPCO/FAF**, pour être en mesure de produire lors de la demande de paiement,

d'une part, les états justifiant de l'identité et des coordonnées des stagiaires éligibles, de leur secteur d'activité ainsi que de leur qualité/statut professionnel établi conformément à la liste de type de public éligible, citée ci-avant,

et d'autre part, les états attestant de la réalisation de la formation,

ils devront s'engager à demander aux organismes de formation qui seront retenus dans le cadre de la réalisation du programme de formation :

- de recueillir et d'enregistrer l'identité et les coordonnées des stagiaires, leur résidence administrative, leur secteur d'activité et leur qualité/statut professionnel (cf : Public cible : liste, citée ci-avant, des professionnels des secteurs agricole et de la filière forêt-bois),
- d'enregistrer la présence des stagiaires avec nom et prénom et avec émargement par demi-journée de stage de formation en prenant soin, par ailleurs, de mentionner, a minima, le titre de la formation, la date d'émargement, le nom de l'organisme, le lieu de formation, la date de début et de fin de formation, et/ou, d'établir un certificat de réalisation dans le cadre des formations réalisées en e-learning.

Ils devront tenir à disposition du service instructeur, de l'autorité de gestion ou toute autorité compétente, l'ensemble des pièces de valeur probante ayant permis d'attester de l'éligibilité des stagiaires et de la réalisation effective de l'opération.

**Les actions, pour être éligibles, doivent bénéficier au public éligible et par conséquent doivent cibler celui-ci. Une action qui ne bénéficie pas au public cible est inéligible.**

### **C. Dépenses éligibles**

Les dépenses sont éligibles à partir de la date figurant dans le courrier ou le mail du service instructeur de la Région Bourgogne-Franche-Comté accusant réception du dossier de demande d'aide. **En conséquence, toute dépense engagée avant cette date ne sera pas éligible.**

**Dans tous les cas, les dépenses éligibles ne peuvent être engagées avant le 01/01/2026.**

Sont éligibles les dépenses ci-après :

Lorsque le bénéficiaire est un organisme collecteurs agréés par l'Etat pour la collecte et la gestion des fonds d'assurance formation (OPCO/FAF), les dépenses éligibles sont l'achat de formations à des organismes de formation.

Lorsque le bénéficiaire est un organisme de formation (OF), les dépenses éligibles sont :

- les frais de personnel affectés **réellement** à l'action de formation : salaires et charges liées (patronales et salariales) et le cas échéant les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement de ces personnels,  
Le temps de travail doit être exclusivement et directement lié à la réalisation des actions de formation du programme.
- les frais de prestations extérieures,
- les coûts indirects calculés sur la base de l'application d'un taux forfaitaire de 15 % des frais de personnel,
- les frais liés aux supports de communication et de documentation relatifs à la formation,
- les frais de location de locaux et de matériels spécifiques utiles à la formation.

La TVA est éligible si elle a réellement et définitivement été supportée par le bénéficiaire. Le bénéficiaire devra produire au service instructeur une attestation de non-récupération de la taxe ou toute autre pièce justificative permettant le contrôle administratif de cette non-récupération de la taxe.

Caractère raisonnable des montants présentés :

L'ensemble des bénéficiaires d'une aide au titre du FEADER, y compris les bénéficiaires soumis aux règles de la commande publique, doit être en mesure de justifier le caractère raisonnable de la dépense engagée.

**Si les justificatifs demandés pour déterminer le coût raisonnable ne sont pas fournis, la dépense est inéligible et ne sera pas retenue.**

La notice d'information à l'attention des bénéficiaires potentiels précise les justificatifs nécessaires à la vérification du coût raisonnable.

#### **D. Dépenses inéligibles**

Sont inéligibles les dépenses ci-après :

- les dépenses non liées à la réalisation des actions de formation présentées dans le programme,
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des publics formés, ainsi que les frais de leur remplacement,
- les dépenses liées à l'ingénierie de formation des OPCO/FAF (dépenses de rémunération et éventuelles dépenses facturées pour la conception des programmes de formation, leur suivi et leur évaluation).

#### **E. Articulation avec d'autres aides publiques**

Il n'existe pas de risque de double financement avec une autre intervention du PSN.

Ligne de partage avec le FSE : la ligne de partage entre les aides allouées au titre du FSE et au titre du FEADER s'articule en fonction du public cible. Les demandeurs d'emploi et les apprentis des secteurs agricoles, sylvicoles et alimentaires peuvent bénéficier d'actions de formation cofinancées par le FSE et ne sont pas éligibles aux actions de formation cofinancées par le FEADER.

### **Article 4 : Nature et montant de l'aide**

#### **A. Nature de l'aide**

Il s'agit d'une subvention.

#### **B. Montant, taux d'aide et calcul du montant de la subvention**

L'aide publique pour le projet se définit comme la somme des aides publiques « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier :

- Les financements publics nationaux, (Etat, département, région, collectivités locales, autofinancement du maître d'ouvrage public reconnu de droit public...),
- La contribution du **FEADER** qui représente **60 % du montant de l'aide publique cofinancée.**

Le taux d'aides publiques se définit comme indiqué ci-dessous :

$$\textbf{Taux d'aide publique} = \frac{\text{Ensemble des financeurs publics (dont FEADER)}}{\text{Dépenses éligibles retenues}} \times 100$$

Le taux d'aides publiques admissible pour l'opération est de 100 % pour les actions ciblant un public du secteur agricole (production primaire : annexe 1 du TFUE) ou forestier (régime d'aide exempté de notification n° SA.107473).

Concernant les fonds propres d'un maître d'ouvrage public ou reconnu de droit public, **seule** la part d'autofinancement qui appelle du FEADER contribue au taux d'aides publiques.

**Il est nécessaire que le taux d'aide admissible soit atteint et non dépassé pour que le dossier soit programmable.**

Ainsi, tout dossier de demande d'aide qui n'atteindrait pas 100% d'aide publique ne sera pas éligible.

En conséquence, pour que votre demande d'aide du FEADER puisse être instruite, vous devez avoir obtenu un financement public national représentant au minimum 40 % de l'assiette éligible au PSN.

**Planchers :**

Il n'existe pas de plancher de dépenses éligibles pour cette intervention.

**Plafonds :**

Il n'existe pas de plafond de dépenses éligibles pour cette intervention.

**Sur-plafond :**

Il n'existe pas de sur-plafond pour cette intervention.

**Modalités de versement :**

L'aide sera versée sur présentation, entre autres, de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :

- soit les copies des factures, attestées acquittées par les fournisseurs, ou les copies des factures accompagnées des pièces comptables de valeur probante attestant l'acquittement,
- soit les copies des factures acquittées et les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.

Au maximum un seul acompte à concurrence de 80 % de l'aide publique pourra être versé à la demande du bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement du projet sur présentation de factures acquittées.

Le cofinancement est assuré en paiement dissocié.

Les avances ne sont pas autorisées sur cette intervention.

## **Article 5 : Procédure**

### **A. Eligibilité temporelle**

Le présent arrêté est relatif à l'appel à projets ouvert du **31 juillet 2025 au 27 octobre 2025** et concerne le dépôt des dossiers de demande d'aide pour les programmes de formations au titre des années civiles **2026 et 2027**.

La date limite pour la complétude des dossiers est fixée au **05 décembre 2025**.

Le dossier de demande d'aide FEADER et sa notice sont à télécharger sur le site internet <https://www.europe-bfc.eu> (rubrique « appels à projets en cours ») et sur la plateforme Euro-PAC <https://europac.bourgognefranche-comte.fr>.

Le dépôt du dossier de demande d'aide sous Euro-PAC doit obligatoirement être réalisé pendant la période allant de l'ouverture de l'appel à projets, soit à partir du 31 juillet 2025 jusqu'à la date de fin de dépôt des demandes d'aides, soit jusqu'au 27 octobre 2025 compris.

**En dehors de ces dates, aucune demande d'aide ne sera prise en compte.**

La demande d'aide, pour être recevable, contient au moins les **informations minimales** (ou contenu minimal) ci-après :

- Nom du demandeur et taille de l'entreprise
- Description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin ;
- Localisation du projet ou de l'activité ;
- Liste des coûts admissibles ;
- Le type (subvention, prêt, garantie, avance récupérable ou autre) et montant du financement public nécessaire au projet/à l'activité.

Après vérification que la demande a bien été déposée entre le 31 juillet 2025 et la date limite du 27 octobre 2025 compris, et qu'elle comporte les informations attendues conformes, notamment en ce qui concerne le contenu minimal, le service instructeur adressera au porteur de projet un accusé réception de dépôt de la demande d'aide fixant **la date de début d'éligibilité des dépenses qui ne pourra être antérieure au 01 janvier 2026**.

**Lorsque le contenu minimal d'une demande d'aide n'est pas respecté ou n'est pas conforme, il ne sera pas délivré d'accusé réception de dépôt de dossier.**

**Cet accusé réception ne vaudra toutefois pas promesse de subvention.**

Aussi, tout acte d'engagement de dépenses (bon de commande ou convention de sous traitance, signature d'un devis, achat de fourniture ou de matériel, premier versement quel qu'en soit le montant, notification de marché...) constitue un premier acte juridique et est considéré à ce titre comme une dépense engagée.

## **B. Circuit de gestion des dossiers**

Par la suite, si le dossier de demande d'aide est incomplet, un courrier ou un mail du service instructeur sera adressé au porteur de projet lui demandant les pièces justificatives manquantes dans le délai de complétude.

**Seuls les dossiers ayant été complétés à la date limite du 05 décembre 2025 inclus pourront être instruits au titre du présent appel à projet.**

En effet, pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet.

Le dossier sera reconnu complet dès lors que les conditions ci-dessous seront réunies :

- les rubriques du formulaire de demande d'aide en ligne et les annexes jointes dûment complétées, datées, cachetées et signées, lorsque cela est requis, auront été correctement et valablement renseignées et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires listées dans la notice sont présentes dans le dossier, sont conformes et recevables pour leur instruction ;
- toutes les réponses ont été apportées aux questions complémentaires posées par le service instructeur.

Au regard du dossier de demande d'aide complet, un accusé de réception de dossier complet est envoyé au demandeur.

Aussi, si le dossier n'est pas complet à la date limite fixée pour la complétude au titre du présent appel à projets, soit au **05 décembre 2025** inclus (date de réception par la région Bourgogne-Franche-Comté), il sera rejeté. Un courrier de rejet précisant le motif d'irrecevabilité et les modalités de recours sera adressé au demandeur.

Une fois l'accusé de réception de dossier complet envoyé au demandeur, l'instruction des pièces justificatives par le service instructeur commencera. Au cours de cette phase d'instruction, des précisions pourront être demandées.

Le service instructeur rendra un avis d'éligibilité sur la demande d'aide déposée.

Dans le cas où votre demande d'aide n'est pas éligible, vous recevrez un courrier vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que le(s) motif(s) de ce rejet et les voies de recours.

## **C. Modalités de sélection des dossiers**

En application de la réglementation européenne, l'autorité de gestion met en place une procédure de sélection, afin de retenir les programmes de formation qui répondent le mieux aux attendus de l'appel à projets, dans la limite de l'enveloppe financière disponible.

Chaque demande d'aide fait donc l'objet d'une analyse et d'un classement par rapport aux autres dossiers. Les programmes de formation seront sélectionnés par application

de la grille de sélection figurant en annexe 1 du présent arrêté. Les notes attribuées permettent de classer les programmes de formation. La grille prévoit une note minimale de 10 pour accéder au soutien. Les programmes de formation avec une note supérieure à ce seuil minimum seront financés dans l'ordre décroissant des notes, dans la limite des enveloppes disponibles.

Il est à noter que la sélection est opérée à l'échelle du programme de formation et non à l'échelle de l'action de formation.

Pour départager des programmes de formation ex-aequo, la priorité sera donnée aux dossiers qui prévoient le plus grand nombre de participants éligibles pour le programme.

Une fois les programmes de formation notés, un comité de sélection se réunit pour arrêter la liste des programmes retenus.

Il n'y aura pas de liste d'attente entre deux appels à projets pour les projets éligibles mais non sélectionnés par manque d'enveloppe.

Les dossiers sélectionnés seront présentés pour avis au Comité Régional de Programmation pour l'attribution de l'aide. Vous recevrez soit une convention attributive d'aide si votre projet a été sélectionné, soit une lettre vous indiquant que votre projet n'a pas été sélectionné.

#### **D. Décision d'octroi de subvention et versement de l'aide**

Si une aide est attribuée (décision d'octroi de subvention), le programme de formation devra se dérouler dans le délai prévu par la convention attributive d'aide et dans le respect des dates et des engagements mentionnés par celle-ci.

Attention, l'achèvement de l'opération et le dépôt de la dernière demande de paiement (solde) devront intervenir au plus tard aux dates limites qui seront fixées dans la décision attribuant l'aide.

<p>Le montant de la subvention qui est accordée dans la convention attributive de l'aide est prévisionnel. Le montant définitif de l'aide sera calculé au moment de votre demande de paiement. Ce montant sera plafonné au montant prévisionnel inscrit dans la convention attributive de l'aide.</p>
---

Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire de l'aide devra compléter et adresser au service instructeur, dans des délais respectant les dates figurant dans la convention attributive de l'aide, le formulaire de demande de paiement qui sera mis en ligne sur la plateforme Euro-PAC accompagné de ses annexes et des pièces justificatives énumérées dans la notice jointe au dossier de demande de paiement et des annexes.



## **E. Modification du projet**

Le bénéficiaire s'engage à informer le service instructeur de toute modification qui pourrait intervenir dans la mise en œuvre de l'opération, ses objectifs, son calendrier, ses caractéristiques techniques et financières, par toute forme écrite de correspondance.

**Cette information doit être effectuée avant le dépôt de la demande de solde.**

Le service instructeur, après examen, prendra les dispositions nécessaires et, le cas échéant, établira un avenant à la présente convention d'attribution de l'aide. Toute modification intervenant au sein de la structure porteuse du projet ainsi que toute modification pouvant modifier le montant de l'aide, entraîne le recalcul de cette aide. Ce recalcul ne peut se traduire par une augmentation de l'aide initialement accordée au bénéficiaire ou à la structure porteuse initiale du projet.

### **Article 6 : Budget**

Les crédits FEADER réservés à cet appel à projets s'élèvent à **798 100 €**.

### **Article 7 : Engagements du bénéficiaire**

Pour bénéficier d'une subvention FEADER, le porteur devra respecter des engagements. Ceux-ci sont précisés dans le formulaire de demande d'aide en ligne sous Euro-PAC, dans la notice correspondante et dans la convention attributive de l'aide. Ces engagements sont rappelés ci-après.

**Le demandeur devra attester :**

- avoir pris connaissance que l'application de la réglementation relative aux opérations concernant des produits agricoles peut avoir pour effet qu'une dépense recevant un début d'exécution avant la date autorisée sera inéligible à l'aide ; si le projet ne concerne pas les produits agricoles, l'application de la réglementation relative aux aides d'Etat (régime d'aide avec incitativité, donc hors de minimis) peut avoir pour effet que l'intégralité de son projet ayant un commencement d'exécution avant la date autorisée sera inéligible à l'aide et que son opération ne pourra commencer avant la date indiquée dans l'accusé de réception de sa demande d'aide,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur la demande sur le même projet ou les mêmes dépenses,
- avoir pris connaissance des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le formulaire de demande d'aide et les pièces jointes concernant sa situation et concernant le projet aidé,

- respecter les normes minimales attachées à son projet (se reporter à la notice d'information),
- être informé(s) que sa demande d'aide fera l'objet d'une sélection. En fonction des critères de priorités définis régionalement, et/ou par manque de crédits affectés à cette opération, son dossier peut ne pas être retenu.
- avoir pris connaissance que sa demande d'aide sera considérée comme rejetée en l'absence de l'émission par le service instructeur d'un récépissé de dépôt dans les 2 mois suivant le dépôt de sa demande d'aide,
- avoir pris connaissance que le dossier de sa demande d'aide devra impérativement être complété dans le délai fixé pour la complétude des dossiers dans le cadre de l'appel à projets pour qu'une suite soit donnée ;
- le cas échéant, ne pas récupérer la TVA sur l'opération, ni partiellement ni totalement, ni que celle-ci soit déductible ou compensable, y compris par le biais du FCTVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC),
- ne pas faire l'objet d'une procédure collective (redressement, liquidation...) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d'Etat (lorsque cette dernière s'applique),

pour les OPCO/FAF, attestation(s) supplémentaire(s) :

- se conformer à la législation en matière de qualité des actions de la formation professionnelle continue afin de s'assurer que les organismes de formation qu'il mobilise par sous-traitance ou achat de formations disposent des capacités appropriées (certification QUALIOP),

**Le demandeur devra s'engager**, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à avoir pris connaissance et à respecter les délais de réalisation de son projet (délais qui seront précisés dans la convention attributive de l'aide),
- à détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 5 années à compter de la date de versement du solde de la subvention ;
- à informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, de son projet ou de ses engagements ;
- à se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN ;

- à ne pas solliciter, à l'avenir, pour ce projet ou les investissements aidés, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet » ;
- à répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe III (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté ([www.europe-bfc.eu](http://www.europe-bfc.eu)) ;
- à ne pas apporter de modifications importantes dans la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, pendant toute la durée prévue par l'acte juridique attributif de l'aide ;
- s'il est une association ou une fondation, à respecter les dispositions issues du contrat d'engagement républicain conformément aux dispositions prévues par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 ;
- à tenir une comptabilité séparée ou une codification comptable adéquate permettant de tracer les dépenses aidées, d'isoler les charges et les produits liés à l'opération ;
- à fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National qui lui seront demandées par l'autorité compétente ;
- à réaliser le programme de formation pluriannuel pour lequel l'aide est sollicitée,
- à respecter les règles de la commande publique, pour les structures publiques au sens du droit français et dans le cas des organismes reconnus de droit public,
- à s'assurer de l'éligibilité du public cible destinataire de l'action de formation, identifier de façon certaine leur secteur d'activité (secteur agricole : production primaire de l'annexe 1 du TFUE, secteur forestier : régime d'aide SA 107473) et fournir au service instructeur et lors de tout contrôle sur pièces et sur place, la preuve sous toute forme probante de cette éligibilité et de la participation du public cible à l'action,
- à transmettre au service instructeur, lors des demandes de paiement, l'identification, par action de formation, des sessions de formation réalisées, du nombre d'heures de formation réalisées et du nombre de bénéficiaires éligibles formés réparti par secteur d'activité (agricole - filière forêt-bois),
- à transmettre au service instructeur, lors de la dernière demande de paiement, un bilan du programme de formation par action de formation, tant

qualitatif que quantitatif, ainsi que, le cas échéant, tous les autres documents liés à l'action de formation (comparaison entre le prévisionnel et la réalisation du programme de formation),

pour les OF, engagement(s) supplémentaire(s) :

- afin de pouvoir justifier, lors de la demande de paiement, de l'éligibilité des stagiaires et du suivi de la formation,
  - à recueillir et enregistrer l'identité et les coordonnées des stagiaires, leur résidence administrative, leur secteur d'activité et leur qualité/statut professionnel (cf : « Type de public éligible » de la demande d'aide),
  - à enregistrer la présence des stagiaires avec nom et prénom et avec émargement par demi-journée de stage de formation en prenant soin, par ailleurs, de mentionner, a minima, le titre de la formation, la date d'émargement, le nom de l'organisme, le lieu de formation, la date de début et de fin de formation, et/ou, à établir un certificat de réalisation dans le cadre des formations réalisées en e-learning,
- à dispenser des sessions de formation d'une durée minimale de 6 heures et d'une durée maximale de 240 heures et être en capacité de fournir, lors de la demande de paiement, toute pièce de valeur probante justifiant de la durée des sessions de formation,
- à dispenser des formations gratuites pour les stagiaires éligibles et être en capacité de fournir, lors de la demande de paiement, toute pièce de valeur probante, justifiant de leur gratuité,
- à dispenser des sessions de formation sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté et être en capacité de fournir, lors de la demande de paiement, toute pièce de valeur probante, justifiant leur lieu de réalisation,
- à ne pas dispenser de sessions de formation ou d'acquisition de connaissances concernant :
  - le conseil individuel et les formations de conseillers agricoles chargés de conseil individuel,
  - les cours de formation ou d'enseignement qui font partie des programmes d'éducation ou des systèmes de niveaux secondaires ou supérieurs d'enseignement agricole et forestier,
  - les formations qualifiantes : reconnaissance d'un diplôme, d'une certification inscrite au Répertoire National des Certifications

Professionnelles (RNCP), ou d'un Certificat de qualification professionnelle, (CQP)

- à ne pas dispenser de sessions de formation ou d'acquisition de connaissances s'adressant aux demandeurs d'emploi et aux apprentis des secteurs agricoles, sylvicoles et alimentaires qui peuvent bénéficier d'actions de formation cofinancées par le FSE et qui ne sont alors pas éligibles aux actions de formation cofinancées par le FEADER,
- à ne pas présenter de dépenses non liées à la réalisation de l'action de formation, de frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des publics formés, ainsi que les frais de leur remplacement,
- à informer les bénéficiaires finaux de la nature et de l'utilisation des données collectées, et que ces données peuvent être transmises au service instructeur, à l'autorité de gestion et à tout corps d'évaluation désigné par l'autorité de gestion, à des fins de suivi, de contrôle de la prestation et de son évaluation conformément à ses obligations de service public. L'information des bénéficiaires finaux relève de la responsabilité de l'organisme de formation. Il devra les informer de leurs droits relatifs au RGPD et la durée de conservation de leurs données,

pour les OPCO/FAF, engagement(s) supplémentaire(s) :

- à respecter, la traçabilité de la piste d'audit réalisée par l'ASP s'il est concerné,
- à mettre à disposition du service instructeur et de l'autorité de gestion les certifications QUALIOPI des organismes de formation retenus par tout moyen probant,
- à inscrire et respecter l'ensemble des critères de sélection et des conditions d'éligibilité définis dans la mesure 78.01 du PSN de Bourgogne-Franche-Comté lors des appels d'offres organisés pour sélectionner les organismes de formation,
- en vue de produire, lors de la demande de paiement, d'une part, les états justifiant de l'identité et des coordonnées des stagiaires éligibles, de leur secteur d'activité ainsi que de leur qualité/statut professionnel établi conformément à la liste de type de public éligible du formulaire de demande d'aide, et d'autre part, les états attestant de la réalisation de la formation :
  - ✓ à demander aux organismes de formation qui seront retenus dans le cadre de la réalisation du programme de formation de recueillir et d'enregistrer l'identité et les coordonnées des stagiaires, leur

résidence administrative, leur secteur d'activité et leur qualité/statut professionnel (cf : « Type de public éligible » de la demande d'aide),

- ✓ à demander aux organismes de formation qui seront retenus dans le cadre de la réalisation du programme de formation d'enregistrer la présence des stagiaires avec nom et prénom et avec émargement par demi-journée de stage de formation en prenant soin, par ailleurs, de mentionner, a minima, le titre de la formation, la date d'émargement, le nom de l'organisme, le lieu de formation, la date de début et de fin de formation, et/ou, d'établir un certificat de réalisation dans le cadre des formations réalisées en e-learning,
- à tenir à disposition du service instructeur, de l'autorité de gestion ou toute autorité compétente, l'ensemble des pièces de valeur probante ayant permis d'attester de l'éligibilité des stagiaires et de la réalisation effective de l'opération,
- à acheter des sessions de formation d'une durée minimale de 6 heures et d'une durée maximale de 240 heures et être en capacité de fournir, lors de la demande de paiement, toute pièce de valeur probante justifiant de la durée des sessions de formation,
- à mettre en œuvre des formations qui seront gratuites pour les stagiaires éligibles et être en capacité de fournir, lors de la demande de paiement, toute pièce de valeur probante, justifiant de leur gratuité,
- à acheter des sessions de formation qui seront réalisées sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté et être en capacité de fournir, lors de la demande de paiement, toute pièce de valeur probante, justifiant leur lieu de réalisation,
- à ne pas acheter de sessions de formation ou d'acquisition de connaissances concernant :
  - le conseil individuel et les formations de conseillers agricoles chargés de conseil individuel,
  - les cours de formation ou d'enseignement qui font partie des programmes d'éducation ou des systèmes de niveaux secondaires ou supérieurs d'enseignement agricole et forestier,
  - les formations qualifiantes : reconnaissance d'un diplôme, d'une certification inscrite au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP), ou d'un Certificat de qualification professionnelle, (CQP).

- à ne pas acheter de sessions de formation ou d'acquisition de connaissances s'adressant aux demandeurs d'emploi et aux apprentis des secteurs agricoles, sylvicoles et alimentaires qui peuvent bénéficier d'actions de formation cofinancées par le FSE et qui ne sont alors pas éligibles aux actions de formation cofinancées par le FEADER,
- à ne pas présenter de dépenses non liées à la réalisation de l'action de formation, de dépenses liées à l'ingénierie de formation (dépenses de rémunération et éventuelles dépenses facturées pour la conception des programmes de formation, leur suivi et leur évaluation),
- à demander aux organismes de formation qui seront retenus dans le cadre de la réalisation du programme de formation, d'informer les bénéficiaires finaux de la nature et de l'utilisation des données collectées, et que ces données peuvent être transmises au service instructeur, à l'autorité de gestion et à tout corps d'évaluation désigné par l'autorité de gestion, à des fins de suivi, de contrôle de la prestation et de son évaluation conformément à ses obligations de service public. L'information des bénéficiaires finaux relève de la responsabilité de l'organisme de formation. Il devra les informer de leurs droits relatifs au RGPD et la durée de conservation de leurs données.

**En outre, le demandeur est informé :**

- que conformément au règlement communautaire n°2021/2116 du 2 décembre 2021 et aux textes pris en son application, l'Etat membre est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, son nom (ou sa raison sociale), sa commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans.
- que les données personnelles collectées dans le formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants dans le cadre des missions d'autorité de gestion du Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Elles peuvent également être transmises aux partenaires et cofinanceurs. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2034.
- que conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces

données (Règlement Général sur la protection des Données), il peut accéder aux données le concernant ou demander leur effacement. Il dispose également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de mes données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 4 square Castan – CS 25031 - BESANÇON CEDEX ou par voie électronique [feader@bourgognefranchecomte.fr](mailto:feader@bourgognefranchecomte.fr).

- que pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles il peut contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (4 square Castan – CS 25031 - BESANÇON CEDEX, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique ([dpd@bourgognefranchecomte.fr](mailto:dpd@bourgognefranchecomte.fr)).
- que le non-respect de ses obligations sur la totalité de sa période d'engagement sera sanctionné par le reversement partiel ou total des aides perçues.
- Qu'il devra fournir au service instructeur toute information complémentaire.

#### **Article 8 : contrôles, conséquences et sanctions**

Le service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées et peut mener des visites sur place. Les corps de contrôle habilités peuvent mener des contrôles de conformité des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, et d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes en vigueur.

#### **Article 9 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour la Présidente et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ



## Annexe 1 : grille de sélection

### Grille de sélection des demandes d'aide

#### 78.01 Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois

Validée par le Comité régional de suivi du 21 mars 2023

Principes de sélection	Critères		Points
Nombre de sessions de formation	Réponses aux besoins du public cible	Moins d'un 1/3 des thématiques est associé à l'environnement (thématiques 1*, 3**)	0
	(Nb de thématiques du programme associées à l'environnement (th1* et th 3**) / Nb de thématiques abordées du programme)	Au moins 1/3 des thématiques est associé à l'environnement (thématiques 1*, 3**)	3
Nombre de thématiques abordées	Diversité des thématiques abordées	Moins de 2 (une thématique)	1
		Entre 2 et 4 (deux à trois thématiques)	2
		Au moins 4 (à partir de quatre thématiques)	3
Nombre d'heures stagiaires total	Prix du programme le moins couteux à l'heure stagiaire *5/ prix du programme proposé à l'heure stagiaire pour le programme noté (5 maximum)	<b>Au maximum</b>	5
Qualité du programme de formation	Le programme couvre au moins une des thématiques suivantes :  Changements climatiques (thématique 1) *  Préservation des ressources (thématique 3) **  Pilotage, stratégie d'entreprise (thématique 5) ***	0 thématique	0
		1 thématique	2
		2 thématiques	4
		3 Thématiques	6

\*Thématique 1 - Accompagner les structures à la résilience et l'adaptation aux changements climatiques, aux transitions écologiques, énergétiques et sociétales

\*\*Thématique 3 - Mettre en place des itinéraires techniques favorisant la préservation des ressources, des sols, diminuant l'empreinte carbone

\*\*\*Thématique 5 - Accompagner les structures dans le pilotage, la stratégie d'entreprise qui influe sur l'impact économique des structures et améliorer la gestion de l'entreprise

Les dossiers sont classés par ordre décroissant de note et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Tout projet obtenant une note inférieure à **10** est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés. En cas d'égalité de note entre deux dossiers, le dossier qui **prévoit le plus grand nombre de participants éligibles pour le programme** est prioritaire.